



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 39135-1

**modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°39195 du 2 novembre 2010
portant autorisation de la société LES VERGERS DE CHATEAUBOURG
d'exploiter un établissement spécialisé dans la transformation des fruits
à Châteaubourg**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, partie législative, livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, partie réglementaire, livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 39135 du 2 novembre 2010 autorisant la société LES VERGERS DE CHÂTEAUBOURG à exploiter un établissement spécialisé dans la transformation des fruits au 12 rue de Rennes à CHÂTEAUBOURG ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 39195-1 du 12 octobre 2017 autorisant la société LES VERGERS DE CHÂTEAUBOURG à exploiter une station d'épuration des effluents industriels à CHÂTEAUBOURG ;

Vu la demande en date du 22 décembre 2017 de la société LES VERGERS DE CHÂTEAUBOURG, complétée le 13 avril 2018, puis par des échanges avec l'inspection en 2019, 2020 et 2021, en vue de modifier les conditions d'exploiter les installations, par l'implantation de deux lignes supplémentaires de transformation de fruits, dites PGC ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande et les compléments apportés, notamment le dossier Efectis, 21-000014c-MBA du 11/02/2021, révision C, « ETUDE DE FLUX THERMIQUES AUTOUR DE CELLULES DE STOCKAGE » ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 16 février 2022 ;

Vu le courrier en date du 22 février 2022 par lequel la société LES VERGERS DE CHÂTEAUBOURG a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

Vu le courrier en date du 4 mars 2022 par lequel la société LES VERGERS DE CHÂTEAUBOURG fait part de ses remarques au projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas les conditions d'exploiter de façon substantielle ;

CONSIDÉRANT que le projet va améliorer la situation environnementale, au niveau de la consommation d'eau pour le lavage des lignes de production et de la production de froid à l'ammoniac ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'implantation, d'aménagement et d'exploitation des modifications projetées, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande permettent de prévenir les dangers et/ou inconvénients vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à construire l'écran de 2 mètres de haut minimum, sur une soixantaine de mètres de long, préconisé dans le dossier Efectis susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une étude est prescrite pour évaluer les conséquences et étudier les effets d'un incendie des installations de GRTgaz sur celles des Vergers de Châteaubourg ;

CONSIDÉRANT que les éléments d'informations apportés par l'exploitant dans son courrier du 4 mars 2022 ne remettent pas en cause les prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 :

L'article 7.5.4 « MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 novembre 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant doit disposer a minima :

- de deux poteaux incendie publics, dont un implanté à moins de 200 m de l'entrée du site et le second à moins de 500 m, assurant en simultané un débit de 60 m³/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures ;*
- de deux réserves incendie de 360 m³ chacune, situées dans l'enceinte de l'établissement ;*
- de 6 poteaux d'aspiration pouvant débiter chacun 60 m³/h et des aires de stationnement des motopompes associées ;*
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;*
- des robinets d'incendie armés, judicieusement répartis dans l'établissement, en fonction de leurs dimensions et situés à proximité des issues ;*
- d'un système de détection incendie dans les salles de commande des évaporateurs, des ateliers jus et compote ainsi que dans les locaux abritant les transformateurs ; ces alarmes sont reportées vers un lieu occupé en permanence en période de fonctionnement.*

Les points d'eau font l'objet d'un contrôle et entretien annuel.

Un écran thermique déporté, d'une hauteur de 2 mètres minimum, et sur une soixantaine de mètres de long au sud du bâtiment de stockage 2 (référence du rapport Efectis sus-visé) est présent afin de contenir tous les flux thermiques supérieurs au seuil de 5 kW/m² à l'intérieur des limites de propriété, conformément au rapport Efectis 21-000014c-MBA du 11/02/2021, révision C.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir la SNCF en cas d'incident sur son site, susceptible d'impacter la voie ferrée.

L'exploitant fournit une étude pour évaluer les conséquences d'un incendie et la possibilité d'un effet domino sur les installations de GRTgaz. Cette étude doit également étudier les éventuels effets dominos d'un incendie des installations de GRTgaz, sur les installations des Vergers de Châteaubourg. Cette étude est à rendre dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté. »

Article 2 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté sera déposée en mairie de Châteaubourg et pourra y être consultée ;
- Ce même arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LES VERGERS DE CHATEAUBOURG et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Châteaubourg.

Fait à Rennes

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 15/03/2022



Ludovic GUILLAUME